

d'intérêt commun et de tenter de faire naître des dialogues plus amicaux et plus fréquents au niveau le plus élevé. Les délégués ont discuté des perspectives commerciales à l'échelle mondiale et des initiatives à prendre afin de promouvoir la libéralisation du commerce. Ils ont étudié les problèmes pratiques que soulèvent les relations commerciales et financières bilatérales et avec des tiers pays, de même que les problèmes posés par les progrès de la Communauté et par la possibilité que cette dernière admette d'autres pays européens. Contrairement à la tendance antérieure de notre commerce avec la Communauté européenne, les produits du secteur secondaire ont accusé une baisse par rapport au total de nos exportations à la CEE, quoique ces dernières aient accusé une hausse. Nos importations en provenance de la Communauté ont augmenté considérablement, de sorte que la balance du commerce entre le Canada et cette région s'est presque maintenue. L'Allemagne de l'Ouest continue d'être, pour le Canada, le plus important marché de l'Europe occidentale; la France détient le cinquième rang. Le Canada a continué de resserrer les liens qui l'unissent à l'ensemble de l'Europe occidentale au niveau de la finance et de l'entreprise et il a fait des emprunts importants en Allemagne de l'Ouest au cours de l'année.

L'importance croissante des relations existant entre le Canada et le Japon a été mise en lumière en avril à l'occasion de la cinquième réunion du Comité ministériel canado-japonais. Les ministres ont noté la croissance continue du commerce entre le Canada et le Japon (le Japon occupe maintenant le troisième rang parmi les associés commerciaux du Canada) et le rôle utile joué par l'augmentation des investissements japonais. Cet investissement, qui se chiffre par environ 100 millions de dollars, s'est fait surtout dans les industries canadiennes fondées sur les ressources naturelles: produits de la forêt, mines et industries connexes. Aux réunions du Comité, les ministres canadiens ont exprimé leur vif désir de voir se diversifier les exportations canadiennes au Japon constituées presque uniquement, à l'heure actuelle, de produits du secteur primaire et de matières premières industrielles. Le Gouvernement japonais a annoncé qu'il voulait éliminer graduellement les restrictions à l'importation; les ministres canadiens se sont réjouis de cette décision et ils ont demandé à leurs collègues japonais de bien prendre en considération l'intérêt que le Canada porte à la libéralisation de certains produits sur lesquels pèse présentement une restriction. Les Japonais ont rappelé qu'ils avaient limité volontairement leur exportation de certains produits au Canada; ils ont ajouté que, par consentement mutuel, ces restrictions devraient être réduites au minimum et éliminées dans le plus court délai.

Des accords commerciaux liant le Canada à l'URSS et à la Bulgarie ont pris fin en 1969; les gouvernements de ces pays ont été consultés au sujet de la possibilité de renouvellement des accords. Au cours de l'année, le Canada a entrepris des discussions avec la Tunisie et le Cameroun dans le but de conclure des accords commerciaux avec ces pays. Le 22 avril, le Canada et la Thaïlande ont conclu un accord visant à régulariser leurs relations commerciales.